

## VEILLE, ARGUMENTAIRE, RIPOSTE

13 janvier 2012

**Alors que la droite s'accommode des inégalités,  
François Hollande veut défendre la politique familiale en la rendant plus juste**

### 1 - La propagande de l'UMP n'est qu'une succession de mensonges

Le 10 janvier, le candidat sortant a accusé F. Hollande de vouloir « *porter un coup à la politique familiale* » : « *supprimer le quotient familial [serait] une folie* ». Il s'agit d'un double mensonge :

- Jamais la suppression du quotient familial – qui ne représente qu'environ 10 % des dépenses familiales (13 Md€ sur 100 Md€ au total) – n'a été envisagée par F. Hollande. Il propose de préserver entièrement son enveloppe budgétaire et de le moduler afin qu'il soit plus juste pour toutes les familles.

- En réalité, la droite s'accommode de la situation actuelle, c'est-à-dire des injustices : 10 % des ménages les plus favorisés captent plus de 40 % du dispositif ! Sarkozy révèle ce qu'il n'a jamais cessé d'être : le chef d'un parti conservateur qui ne sait jouer que sur les peurs.

### 2 - Les mensonges de la droite ne masquent pas ses échecs en matière de politique familiale : avec Sarkozy ce n'est pas « famille, je vous hais », mais « familles, je vous mens » !

Pour les familles, le quinquennat Sarkozy restera celui des promesses non tenues : droit opposable à la garde d'enfant, création de 200 000 places d'accueil supplémentaires pour la petite enfance ou encore la création du statut de beau-parent ont été oubliés. Quant au versement des allocations familiales dès le premier enfant, il a été écarté.

- Les familles sont plus fragilisées qu'il y a 5 ans : les prestations familiales ont perdu 10 % de leur valeur par rapport au salaire moyen depuis 2007 ; la scolarisation des enfants de 2-3 ans a diminué de moitié à cause du non remplacement aveugle d'un fonctionnaire sur deux ; la branche famille a été amputée d'une partie de ses recettes de CSG pour financer la dette sociale ; la demi-part fiscale pour les personnes seules ayant élevé un ou plusieurs enfants a été supprimée en 2009, tout comme l'avantage fiscal pour les jeunes mariés, disparu en 2011. Sans parler de l'augmentation du coût du logement et de la santé (taxe sur les mutuelles notamment) que les familles subissent de plein fouet.

- Sarkozy a défendu le statu quo fiscal, c'est à dire les privilegiés : il refuse de faire contribuer davantage les familles aisées en modifiant le quotient familial, mais il n'a pas hésité à augmenter les impôts des familles modestes et des classes moyennes en relevant la CSG et la TVA, ou en taxant les mutuelles. Il veut maintenant s'attaquer à leur pouvoir d'achat avec une « TVA Sarkozy » anti-

## VEILLE , ARGUMENTAIRE , RIPOSTE

sociale qui signifierait le transfert des cotisations destinées à la branche famille vers l'impôt sur la consommation payé pour tous.

### **3 - François Hollande veut renforcer la politique familiale en la rendant plus juste.**

Il veut engager une politique d'ensemble pour la famille, globale, cohérente et équitable. Il ne sépare pas l'enjeu des droits (statut de beau-parent, mariage entre les couples de même sexe, égalité femmes/hommes), la question des services aux familles (service public de la petite enfance) et le défi de la redistribution (prestations familiales, quotient familial). Avec un principe : rétablir de la justice.

→ *Rendre le quotient familial plus juste, c'est le moduler pour que les plus modestes et les classes moyennes puissent en bénéficier davantage.*

Dans le système actuel, plus les parents sont riches, plus l'Etat les aide en leur apportant un avantage fiscal important. Par exemple, **une famille de 3 enfants qui gagne 10 fois le smic a un avantage fiscal de 9 000 € alors qu'une famille de 3 enfants dont les revenus n'atteignent que 2 fois le smic ne déduit que 600 €**. F. Hollande a raison de dire : « ce n'est pas juste ». C'est pourquoi il propose de faire évoluer le système au bénéfice des ménages modestes et moyens :

- en faisant bénéficier du quotient familial les plus faibles revenus qui demeurent non-imposables,
- en modulant le dispositif de manière à réduire l'avantage pour les familles les plus aisées.

Cette réforme est juste, ambitieuse et ne coûte rien aux finances publiques :

- pas un euro ne sera pris aux familles ;
- aucun ménage ne se situant dans la classe moyenne ne perdra à la réforme proposée ;
- c'est ce que font la majorité des pays européens – l'Allemagne, mais aussi l'Italie ou les Pays-Bas.

**Fiscalité sur le revenu, sur le patrimoine et sur la famille plus juste,  
services publics redressés, nouveaux droits pour tous,  
politiques ambitieuses pour l'emploi et le pouvoir d'achat :  
la patrie des familles, c'est la gauche !**